

*explications. Le premier matin, les portes du siège du parti sont restées fermées. Le second matin, il y avait la police, qui a tiré. Le troisième matin, il y avait les chars. Après, que pouvait-on faire ? Personne n'était en mesure de calmer la colère des travailleurs ».*

Le socialisme n'a rien à voir avec cette caricature sanglante.

Il signifie le pouvoir aux travailleurs, et non à une bureaucratie parasitaire et terroriste, la plus large démocratie pour la classe ouvrière et les partis politiques qui s'en réclament. Il est indispensable de se donner des garanties contre d'éventuelles risques de bureaucratisation de l'Etat, d'une coupure possible entre dirigeants et dirigés : le droit de grève plein et entier, l'indépendance totale des syndicats par rapport à l'Etat ouvrier et aux institutions nouvelles. Le dilemme n'est pas pour les syndicats « opposition ou participation » : le rôle de défense des intérêts des travailleurs doit être maintenu, et il a pour condition la démocratie ouvrière. C'est la revendication que posaient avec force les grévistes de Szczecin devant Gierek accouru sur place le 24 janvier 71 :

*« Conformément à la volonté des ouvriers qui s'est exprimée dans toutes les réunions, ouvertes à tous les ouvriers, tenues dans les départements, nous exigeons des élections immédiates et légales (1) aux instances syndicales, aux conseils ouvriers, ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du Parti, des élections démocratiques dans les organisations du Parti et de la jeunesse, au niveau des départements et de l'entreprises » (extrait de l'enregistrement magnétique effectué par les travailleurs du port).*

Les choses doivent être claires :

— ou bien le camarade Krasucki parle de la démocratie avancée c'est-à-dire d'une société encore capitaliste alors les travailleurs ont peut-être des représentants au gouvernement mais ils n'ont pas le pouvoir. Ils n'ont rien à gérer. Ils doivent imposer leurs revendications aux capitalistes. Ils ont à s'organiser en comité de lutte, comité d'usines pour conquérir le pouvoir c'est-à-dire exproprier les patrons, construire l'Etat ouvrier.

— ou bien le camarade Krasucki parle du socialisme alors il n'y aura pas de démocratie ouvrière si ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes qui élisent directement, contrôlent et au besoin révoquent leurs délégués, dans les usines, dans les quartiers. Le pouvoir dans l'entreprise et dans l'Etat appartient aux conseils ouvriers et à eux seuls. Le syndicat doit d'une part continuer à préserver les intérêts de telle ou telle catégorie de travailleurs qui peuvent être lésés par le plan et au besoin en ayant recours au droit de grève.

Bien sûr, ces fonctions peuvent s'élargir. Il doit contrôler la gestion des entreprises. Il ne peut en aucun cas les gérer lui-même car alors il se transformerait en rouage de l'Etat comme les événements dramatiques de Pologne l'ont illustré.

Le combat des travailleurs de Pologne est le nôtre. Les travailleurs de France ne s'engageront de façon déterminée dans la lutte pour la révolution socialiste que si ces garanties leurs sont données. Il ne s'agit pas de belles paroles mais d'assurances concrètes : le meilleur gage en est, dès aujourd'hui, la conquête de la démocratie ouvrière et syndicale dans nos luttes, dans nos organisations.

---

(1) « Légales » est employé dans le sens de « libres et démocratiques », la bureaucratie ne cessant de violer la loi et les droits constitutionnels.